

PIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLÈNE ET ENTIÈRE
DE LA PENSÉE.

TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

OUBLI DU PASSÉ.

VIGILANCE POUR L'AVENIR.

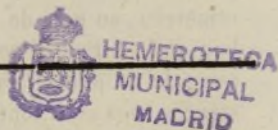
EN 1848.

SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN I^{ER} DE LA RÉPUBLIQUE RECONQUISE.

PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 16 AVRIL.

CITOYENS,

Le moment solennel approche, d'où dépendent les destinées, je ne dirai pas de la France, mais de l'Europe et du monde.

La France, ce chef de file du progrès, se prépare à investir de son mandat les hommes qui se présentent à son suffrage. Sa confiance sera-t-elle surprise? Bien des gens y travaillent, et ils sont terriblement secondés dans cette infernale mission. Qu'attendent-ils de leur succès? il ne serait pas de longue durée; car la France, revenue de son erreur, a toujours le droit de retirer son mandat à des représentants infidèles.

Elle ne se donne pas un maître, en se faisant représenter; elle ne transmet pas sa souveraineté imprescriptible à ses mandataires, elle n'abdique pas, en se confiant à eux.

Ce que ceux-ci auraient mal fait, elle saurait bien le refaire par les mains d'une nouvelle représentation. Nous l'avons déjà dit, rien n'est immuable ici-bas, si ce n'est la souveraineté nationale, c'est-à-dire la haute volonté du pays.

La constitution adoptée par lui pourra indéfiniment être modifiée par lui, dès qu'il le jugera nécessaire. La République, c'est le progrès, et le progrès est indéfini; il marche avec la force silencieuse du temps, aussi puissant à réorganiser que le temps l'est à détruire, édifiait, à l'aide même des ruines du passé, un avenir que chacun accepte comme sa pensée et comme son œuvre.

Mais les obstacles à l'accomplissement de sa volonté souveraine, la nation les renverse tôt ou tard par une révolution; les escamotages d'une minorité faible, mais habile, elle les brise par la guerre civile.

Voulez-vous une révolution tous les trois ans? Nommez des représentants qui fassent leur mandat et parviennent à dénaturer par quelque subterfuge la forme républicaine; qui veuillent une république entourée d'institutions monarchiques, ramenant, sous l'égide du prestige républicain, les entraves de la presse et du droit de s'associer, les lois hostiles à la liberté individuelle, la corruption électorale, l'anarchie administrative, le gaspillage du budget, l'exaction des impôts, l'énormité des dépenses, et tous les vices dont vivent et se fortifient les royautés. Qu'ils nous rendent tout cela par le jeu d'une entente aristocratique et d'une faconde avocassière; eh bien, que l'on ne le perde pas de vue, on a brisé la monarchie avec des pavés; on n'aurait besoin que d'un trait de plume pour biffer tout ce grimoire.

Le plus court, c'est de n'y pas penser, de se garer de ces vieilles tentations, de ne plus jouer à l'escamotage, qui bientôt ne sera plus qu'un enfantillage: tout cela est trop petit devant un peuple qui s'est fait si grand!

Et pourtant, à l'instant où je vous parle, que de gens agissent ou plutôt réagissent dans l'ombre, à l'effet d'escamoter les votes du pays! A combien de moyens honteux n'a-t-on pas recours, dans le but d'éloigner les hommes purs et de recommander les consciences toujours à vendre? La calomnie la plus lâche, se l'épargne-t-on, dans certaines régions quasi officielles, contre les hommes dont toute la vie est un gage constant de dévouement aux intérêts du pays?

La conspiration du silence, qu'ils ont si bien organisée depuis dix-huit ans dans leurs journaux du monopole, ne peut plus les servir au milieu de nos libertés reconquises, et depuis que tout peut se faire au grand jour, il faut bien

qu'ils aient recours à la conspiration de la calomnie; il y a tout un budget pour seconder de tels efforts. Hyde aux cent têtes, dès qu'on en a écrasé une, il lui en repousse vingt autres. Vous avez répondu victorieusement à celles-ci; attendez, le sac est loin d'être vide, on va vous en servir d'un autre, quand vous ne serez plus là pour la réfuter.

Qui paye ces manœuvres? Nous n'osons pas le dire; mais qui pourrait en tarir la source et en démasquer ses auteurs? Nous serons francs, dans cette ère de vérité et de franchise, et nous répondrons: la police du gouvernement actuel.

Elle le peut, si elle le veut, pourquoi ne le veut-elle pas? Ici, ce n'est plus à nous à répondre; le pays se chargera sans doute plus tard de la réponse.

Quant à vous, citoyens de Paris et de la France, n'abdiquez pas, au nom du Ciel, votre libre arbitre; jamais vous n'avez eu à exercer un plus grand acte de votre souveraineté. Vous avez en vos mains la paix du monde, la tranquillité de la France, l'amélioration de la société, si longtemps en proie à la corruption, l'émancipation de vos frères les travailleurs, le bonheur de vos enfants et la prospérité de l'agriculture, de l'industrie, des sciences, des arts et du commerce.

Fermez l'oreille aux vieux propos des créatures de la corruption déchu, n'acceptez point les hommes d'après leurs professions de foi, mais d'après les gages qu'ils ont donnés aux libertés publiques et surtout à la cause du progrès.

Excluez les égoïstes et les oisifs; admettez les spécialités habiles, probes et désintéressées; les hommes qui aient profondément étudié les questions sociales en général et les applications en particulier; les philosophes pratiques, les savants dans les sciences d'observation, les ouvriers habiles et doués du talent de rendre leur pensée avec clarté et précision, et de manière à pouvoir lutter contre la prolixité présomptueuse de certains orateurs, par la puissance qu'exerce toujours la compétence des hommes spéciaux au sujet d'une question donnée.

Voulez-vous la réalisation des idées ou de vos vœux les plus chers; la consolidation de la République et l'amélioration du sort de tous, le triomphe du progrès, enfin! Tout cela se trouve au bout de votre vote. Citoyens, ne votez pas contre vos intérêts; car, après ce moment fatal, il ne vous resterait aucun droit de vous plaindre.

Aveux tardifs d'un journal qui est devenu l'organe des hommes au pouvoir.

Un journal admis dans la confiance de bien des membres du gouvernement provisoire s'excuse enfin auprès du pays, sur les fautes nombreuses que le pouvoir a commises, et notamment sur le déplorable choix de certains commissaires, les uns assez peu considérés dans le pays pour y devenir la cause occasionnelle de désordres graves, les autres assez peu habiles pour ne pas savoir les prévenir, ou assez peu courageux pour n'avoir pas osé les comprimer.

Cet aveu est bien tardif; il a l'air d'une demande en grâce.

Car enfin, vous connaissiez ces hommes de longue date; vous ne les preniez pas au dépourvu; dans leurs antécédents, vous aviez un spécimen de leur savoir-faire; ils faisaient partie de cette organisation intime que vous avez formée de longue date. Ou bien ils étaient indignes de ces hautes fonctions, alors leur choix est un de vos torts; ou bien ils étaient dignes de votre confiance, vous avez eu tort de les abandonner à la merci de leurs ennemis. Leurs actes étaient les vôtres; vous les aviez créés proconsuls de votre puissance dictatoriale. Avant de s'armer d'un pareil pouvoir, on doit savoir si l'on est en état de se faire obéir; dans le cas contraire, on s'investit d'une mission plus modeste, et l'on procède, comme nous aurions

procédé nous-mêmes, non par voie de rigorisme, mais bien par voie de conciliation. Et avec ce mode fort inoffensif de procéder, la machine gouvernementale serait déjà définitivement organisée et reposerait sur sa base, ayant terminé ses oscillations.

Qu'avez-vous donc produit, en agissant à votre manière? Vous avez soulevé les antipathies de tous les partis amis du progrès; vous avez jeté la méfiance dans le cœur des républicains; on a suspecté la sincérité de vos professions de foi; on a exhumé toutes les accusations que s'était attirées la politique du *National*, aujourd'hui journal de votre ministère, politique qui a grandement à se défendre de n'être nullement étrangère à cette recrudescence de persécutions d'avant février. Nous sommes à nous demander si le quelqu'un d'alors n'est pas encore à notre poursuite, confiant dans votre *laissez-faire*, *laissez-passer*, et se targuant même du concours occulte des gens que vous payez, sans aucun doute, pour de plus honorables fonctions.

Tout cela se dit hautement et s'écrit même en toutes lettres. Je cherche en vain quelque part une justification.

Au milieu de tant d'éléments de destruction, de tant de germes d'altération sociale, la République, si jeune, reste forte de sa seule vigueur; elle n'existe que parce qu'on l'aime, que parce qu'elle est passée dans nos habitudes et dans nos mœurs.

Votre gestion aurait suffi pour compromettre l'existence, si la nécessité des temps modernes n'était pas la loi de son avènement.

Jamais position ne fut plus facile et plus douce que la vôtre: concours et sympathie partout, résistance nulle part. Ne vous targuez pas des embarras de la situation; ils n'ont existé que parce que vous leur avez donné lieu de naître. La patrie ne vous en tiendra aucun compte; nous désirons qu'elle ne vous en demande pas raison.

Le résultat des élections nous donnera le mot de votre énigme.

Communication du livre rouge et des dossiers aux délégués des clubs.

Nous n'avons encore appris rien de positif sur cette question si grave. Les fins de non-recevoir ne manqueront pas.

Mais plus l'on tarde, plus il est permis de douter qu'on ne perde pas le fil de ce dédale. Un papier est si vite soustrait ou brûlé, que ce qu'on sait et qu'on ne trouvera pas, on sera en droit de le croire perdu par une telle filière. Aussi voyons-nous déjà bien des agents du régime politique déchu en appeler au témoignage de la police actuelle, pour se laver de la honte de leur vieux métier.

On sait d'un autre côté que chaque agent secret se faisait représenter sur les registres par un numéro; ce numéro avait sa clef dans un grand registre plus secret que tous les autres.

Voilà encore une échappatoire pour se dispenser de donner les renseignements voulus; et cependant les refuser, ce serait montrer un peu trop le bout de l'oreille de la vieille administration.

Nous posons en un mot en principe qu'un refus équivaut à une tendance réactionnaire. Ne refusons pas; la République désormais doit être sous verre.

Progrès de la réaction en France.

Nous vous l'avons assez dit, à vous membres républicains du Gouvernement provisoire, vous êtes joués, parce que vous vous êtes laissé entourer et circonvenir; on vous a trompés, on vous domine et l'on vous déborde. Votre garde nationale semble avoir été organisée sous cette impression et dans ce but; à peine dans les départements a-t-elle repris les armes et reformé son cadre, qu'elle marche

et contre les représentants de votre volonté, et contre la classe ouvrière.

Elle marche baïonnette en avant, comme sur des Cosaques. A Beauvais, elle tient en chartre privée vos commissaires. A Troyes, elle chasse, désarme et menace de mort votre commissaire. Au Havre, à Oléron, à Béziers surtout, mouvement analogue. A Versailles, la garde nationale fait choix pour son colonel de M. Vernet, dont son ex-majesté a été un si bon Mécène; et vous, ici, vous restez les bras croisés, aussi tranquilles et satisfaits que si la République était à l'abri de dangers aussi graves. Cela ne vous étonne pas plus que si vous l'aviez permis. Faut-il encore vous remercier, au nom de la nation, d'avoir organisé ainsi le bon ordre? Faut-il vous maudire pour avoir abusé de la sorte de ce pouvoir immense que le hasard des circonstances vous avait confié, et pour avoir perdu en gaspillage la position la plus sublime que jamais la Providence des nations ait confiée à la bonne foi de quelques hommes? A votre place, je ne me pardonnerais jamais un pareil tort; car Dieu ne le pardonne pas deux fois à un homme.

Progrès de la réaction à l'étranger.

A la première nouvelle de la proclamation de notre République, l'Europe se leva comme un seul homme, imprégnée du sentiment républicain. Les rois transigèrent en Prusse, en Autriche, en Italie, avec les peuples régénérés.

Mais depuis que notre diplomatie provisoire a su reprendre ces errements usés d'une entente cordiale avec les rois nos ex-amis, oh! certes, le vent a tourné à leur avantage; la constitutionnalité a délogé peu à peu la République du cœur des Prussiens, des Allemands et des Italiens.

Un roi constitutionnel est une si douce utopie; nous en savons quelque chose, il nous semble; et nous avons plus d'un motif pour ne pas en recommencer l'essai; une petite caisse de mensonges, tous les courriers pour l'étranger, une grosse caisse de mensonges et de corruption tous les cinq ans, afin de faire aller la marmite électorale; cela ne coûte qu'une émeute tous les mois, qu'un impôt de la bagatelle d'un milliard, et qu'une révolution tous les trois ans; c'est pour rien vraiment; qu'avez-vous à désirer de plus? Les peuples étrangers, sympathiques à notre révolution, ne demandent pas davantage; ne demandez rien de plus, vous aussi.

Mais, braves gens, n'entendez-vous pas dans les airs la voix de Dieu qui demande autre chose encore?

Croyez bien alors que nous l'aurons, malgré vous, malgré ceux qui se rattachent à vous.

Affaire Blanqui.

Nous vous partagé la prison de Blanqui; nous avons été son coaccusé dans le procès des *quins*; nous avons été le confident de ses affaires intimes et le témoin de son mariage. Nous pouvons rendre ce témoignage à ses mœurs et à sa vie domestique, savoir: que nul n'a jamais vécu de si peu et n'a eu moins de besoins physiques à satisfaire. Nous sommes encore à nous demander par quel bout de ses goûts et de ses passions la corruption aurait pu avoir l'idée de l'entreprendre.

Le jour où ce petit M. Taschereau, l'homme de Louis-Philippe et de ses ayants cause, lança dans le public cette pièce, qu'il disait authentique, contre la moralité politique de Blanqui, nous en restâmes stupéfiés; nos idées en furent bouleversées, comme elles le sont à la suite du cauchemar d'un rêve.

L'assertion était trop positive, pour admettre, de notre part, une dénégation, avant preuve du contraire.

Nous attendîmes en silence, et il nous parut être de notre devoir de ne pas faire la plus légère mention de l'attaque et de la réponse provisoire.

Plus tard, et en souvenir de nos anciennes liaisons, nous aurions refusé la mission de juge.

La réponse de Blanqui s'est fait attendre un peu trop longtemps; Blanqui est sorti de prison exténué et incapable de soutenir un travail trop pénible.

Mais enfin cette réplique a paru, et elle nous semble foudroyante, d'autant plus foudroyante que nul ne lui répond plus.

Si Blanqui était coupable de la dénonciation qu'on lui impute, vous devriez en trouver cent de sa main de cette nature-là; vous n'en produisez pas une seule autre.

Remarquez que celle-ci n'est pas écrite de sa main; et vous assurez, sieur Taschereau, vous assurez le contraire, ou du moins vous sembleriez l'assurer, et vous l'avez laissé croire.

Eh bien, c'est à vous de vous justifier à votre tour, vous et les vôtres, vous et le Gouvernement provisoire, qui n'a pas opposé la moindre dénégation à vos assertions.

Voyons, une bonne fois, qu'avez-vous à répondre?

Vous avez attaqué Blanqui en police correctionnelle: sur ce terrain, le faire condamner c'est chose facile; vous trouverez les mêmes juges qui l'ont déjà, et qui nous ont tant de fois condamnés.

Ce n'est pas là qu'il faut transporter les débats. Venez devant nous, peuple, nous vous donnerons un sauf-conduit; car vous êtes un tant soit peu timide de votre nature. Venez vous défendre; car à votre tour vous êtes terriblement attaqué. C'est devant le peuple que l'on triomphe; c'est devant les juges invoqués par vous que l'on opprime. Si Blanqui est innocent, comme nous aimons à le croire, vous êtes, vous, ou un grand imprudent, ou un grand séide, et vos amis sont un peu complices de votre délit.

Nous attendons le parti qu'il vous plaira de prendre, d'ici à jeudi; nous vous dirons notre avis définitif à vous et à la police.

Mesures de rigueur contre l'armée.

Le gouvernement provisoire use d'une singulière manière de prouver à l'armée sa bienveillance et ses bonnes intentions.

Si quelques officiers s'indignent de voir à leur tête des chefs hostiles à la forme républicaine, ils sont impitoyablement cassés de leur grade et flétris par le pouvoir supérieur. Mais les faveurs sont prodiguées aux créatures et aux enfants gâtés du pouvoir déchu, qui se rallient moins peut-être à la République qu'au Gouvernement provisoire.

Ainsi, pendant que par arrêté du Gouvernement provisoire, en date du 12 avril 1848, cinq officiers du 3^e régiment d'infanterie de marine sont mis en non-activité par retrait d'emploi; pendant que les quatre sous-officiers du régiment d'artillerie de marine sont cassés de leur grade et replacés dans les rangs des simples canonnières; pendant que dix sous-officiers du 8^e régiment de chasseurs sont frappés de mesures aussi sévères; on voit les cadres de l'armée reprendre une foule de noms à qui la reconnaissance semble devoir défendre de se rallier franchement à un gouvernement élevé sur les ruines de l'ex-monarchie.

Brave armée, qui ne marche plus que de déceptions en déceptions, attendant vainement qu'on lui offre une occasion de reprendre sur l'ennemi commun sa revanche de gloire; brave armée, qui semble devenir insoumise, parce qu'elle est impatiente de servir; qui n'oublie un peu la rigueur de la discipline que dans le but d'épurer ses rangs; toujours frappée et toujours dévouée; qui expie dans une longue résignation son trop grand amour de la gloire de la France; rougissant de rester inactive, alors que l'armée improvisée de Lombardie recueille d'aussi patriotiques lauriers. Oh! que la diplomatie a des secrets impénétrables! Oh! que veut-elle obtenir d'un système déjà tant usé? L'indemnité Pritchard et le droit de visite sont un spécimen de ce vieux savoir-faire.

Retard apporté à la publication de la liste des candidats à l'Assemblée nationale.

Nous ne publierons la liste que jeudi prochain; nous n'avons pas encore reçu quelques documents qui nous sont indispensables.

Club des Amis du Peuple, salle Montesquieu.

Le club tiendra séance cette semaine, les mercredi et samedi, à sept heures du soir.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Encore du nouveau.

Voici comment le *Courrier de Tarn-et-Garonne* du 10 raconte ce qui s'est passé à Montauban:

L'émotion qui agita notre ville, depuis plusieurs jours déjà, a éclaté hier au soir. La population a énergiquement protesté contre les principes attribués à M. Sauriac, dans une lettre de M. Chauvot, étudiant en droit, publiée par quatre journaux de Bordeaux, et que nous avons reproduite.

Cette agitation est devenue presque générale dans la journée d'hier. Le récit de M. Chauvot était le sujet de toutes les conversations.

Des amis imprudents avaient répandu le bruit que M. Sauriac ne répondrait point à la lettre de l'étudiant en droit à la Faculté de Paris.

Ainsi, pendant que le commissaire général ne se doutait nullement de l'effervescence publique, des citoyens recommandables se rendaient chez le commandant de la garde nationale pour le prier de la réunir, afin qu'elle pût faire

une démonstration qui obligeât M. Sauriac à s'expliquer.

Le commandant répondit avec raison que la garde nationale était instituée pour maintenir l'ordre et non pour faire des insurrections, et qu'il ne croyait point devoir la convoquer pour une démarche qui pourrait troubler la paix publique. Mais ayant appris quelques instants plus tard qu'une manifestation populaire devait avoir lieu, M. Rous s'empressa de convoquer les officiers, leur fit connaître l'état des choses, les démarches qui avaient été faites auprès de lui, et leur demanda s'il ne serait pas convenable de se rendre auprès du commissaire délégué pour l'engager à s'expliquer sur la conversation racontée par M. Chauvot, espérant calmer par ce moyen l'émotion populaire et arrêter la manifestation.

Cet avis fut adopté.

Les officiers se rendirent donc à la préfecture, mais déjà un grand nombre de citoyens s'y étaient introduits; bientôt après la foule était compacte.

M. Sauriac se présenta pour donner des explications; il lui fut impossible d'obtenir le silence. Ce fut un tort de la part de ceux qui étaient venus pour savoir quels étaient ses principes. Ils auraient dû l'écouter silencieusement; cette justice lui était due, il ne l'obtint pas. Un élève de l'École polytechnique prit alors la parole pour inviter la foule à écouter M. Sauriac; ses efforts furent impuissants; il put cependant faire entendre ces paroles, qui furent accueillies par un tonnerre d'applaudissements:

Je suis venu avec vous protester contre le terrorisme et le communisme.

C'est qu'en effet c'était le seul but de la démonstration. Nous voulons, disaient plus particulièrement les ouvriers qui faisaient partie de cet immense attroupement, nous voulons que la confiance renaisse, pour que les travaux se rouvrent, l'industrie reprenne son cours. Et cela ne serait pas possible si nous étions gouvernés par des hommes qui professeraient de pareilles doctrines. Elles sont antisociales; elles seraient l'anéantissement de la famille, la ruine de l'intelligence, de l'émulation. On voudrait nous amener plus bas qu'à l'état de sauvages.

Telles étaient les paroles qui se répétaient dans tous les groupes. Pas un mot de violence prononcé contre la personne même de M. Sauriac; chacun demandait, au contraire, le respect pour l'individu, pour le citoyen. « Mais qu'il parte, nous n'en voulons pas! » Tel fut, tel a été le cri général.

C'est dans ces dispositions que la foule se pressait pour entrer dans les appartements, dont la porte a été énergiquement défendue par un piquet de gardes nationaux, commandé avec beaucoup de sang-froid par le lieutenant Martin.

Enfin, après trois heures de lutte et d'attente, on est venu annoncer que M. Sauriac avait quitté la Préfecture. Quelques personnes ont voulu visiter les lieux, et après s'être assurées que le commissaire n'y était plus, elles sont descendues en chantant la *Marseillaise*. La foule s'est alors écoulée, et dix minutes après la ville était calme comme si rien ne s'était passé dans la soirée.

Les craintes que l'on éprouvait que la tranquillité publique ne fût troublée à Montauban sont dissipées. M. X. Sauriac, commissaire du Gouvernement, est rentré dans cette ville sans avoir besoin d'être escorté par la batterie d'artillerie de Toulouse. Cette batterie est arrivée à Montauban quelque temps après M. Sauriac. La ville est demeurée très-calme.

Curieux et moyen âge!

A Laon M. Ménesson, commissaire du gouvernement, ayant suspendu M. le curé pour refus de sépulture, monseigneur l'évêque, à son tour et de sa pleine volonté, a suspendu M. le commissaire.

Le Gouvernement provisoire suivra-t-il son système de conciliation en admettant les deux suspensions? A ce prix, nous attendons que le commissaire suspendu suspende M. l'évêque.

— Les officiers du 27^e de ligne ont versé le 25 mars dernier, chez le receveur particulier des finances, à Bayonne, une somme de 1,545 fr. 87 c., produit de quatre journées de solde que chacun d'eux a offert à la République comme don patriotique.

AVIS ESSENTIEL.

On trouve l'*Ami du Peuple*, rue Culture-Sainte-Catherine, 5. — Rue des Marais Saint-Martin, 33.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfort, 1.